

**CONVENTION**  
**RELATIVE A L'AMENAGEMENT ET A L'ENTRETIEN D'EQUIPEMENTS**  
**DE VOIRIE SUR LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

**COMMUNE DE HILLION**  
**Aménagement de 2 écluses à Licantois**  
**sur la Route Départementale n°46**  
**entre les PR 20+1190 et au PR 20+1485**

La présente convention est conclue entre :

**La commune de HILLION**  
**représentée par Monsieur le Maire, dûment habilitée par délibération du**  
**conseil municipal du [REDACTED], d'une part,**

**Le Département des Côtes d'Armor**  
**représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental et par**  
**délégation par le Chef de l'Agence Technique de SAINT-BRIEUC, d'autre part.**

Vu la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 99.586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la demande par laquelle Monsieur le Maire de HILLION agissant pour le compte de la commune sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public départemental dans le cadre de l'aménagement de 2 écluses supplémentaires à celle déjà réalisée en 2020 au hameau de Licantois sur la Route Départementale n°46 conformément aux plans joints en annexe ;

Vu l'arrêté municipal P.M. n°2022/152 en date du 5 juillet 2022 de Monsieur Le Maire de Hillion portant sur la définition des limites d'agglomération de « LICANTOIS » ;

Vu l'article 5 de la loi N° 89.413 du 22 juin 1989 relatif au code de la voirie routière ;

Vu le règlement de la voirie départementale approuvé par la délibération du Conseil départemental en date du 18 novembre 2019 ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 30 mars 2020 et relative aux annexes du règlement de voirie ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2, R116-2, R131-1 et R131-2 ;

Vu l'arrêté en date du 11 juillet 2022 de Monsieur Le Président du Conseil Départemental portant délégation de signature ;

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1 – objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles sont aménagés et entretenus les équipements définis ci-après :

**COMMUNE DE HILLION**  
**Aménagement de 2 écluses à Licantois**  
**sur la Route Départementale n°46**  
**entre les PR 20+1190 et au PR 20+1485**  
**travaux situés en agglomération**

## **Article 2 – Descriptifs des équipements**

La commune est autorisée à aménager sur le domaine public départemental les équipements décrits ci-dessous :

- aménagement de 2 écluses :

**écluse simple avec rétrécissement axial (îlot 1) :**

- implantation au droit du PR 20+1200,
- réalisation d'îlots en surlageur d'accotement (bordures des îlots en béton de type I2 et revêtement en enrobé),
- dimensions principales :
  - largeur de chaussée au droit des îlots : 3,00 m,
  - longueur d'îlots : 3,00 m coté voie / 5,40 m coté accotement,

**écluse double (îlot 2) :**

- implantation entre les PR 20+1460 et PR 20+1485G
- réalisation d'îlots en surlageur d'accotement (bordures des îlots en béton de type I2 et revêtement en enrobé),
- dimensions principales :
  - largeur de chaussée au droit des îlots : 3,00 m,
  - interdistance des îlot : D=17 m,
  - longueur d'îlots : 3,00 m coté voie / 6,00 m coté accotement,

- pose de la signalisation de police afférent (B15/C18, B21, A3a/A3b, J4),

Les équipements sont conformes aux plans et documents descriptifs joints en annexe 1 à la présente convention.

## **Article 3 – Prescriptions techniques**

Les travaux nécessaires pour la pose et l'exécution des équipements décrits à l'article 2 sont réalisés dans les règles de l'art selon les prescriptions particulières suivantes :

- **Organisation**

Le Département se réserve le droit d'imposer le mode d'organisation des travaux le plus adapté au contexte de la R.D. concernée (trafic, situation géographique, travaux de nuit ....).

- **Période**

La période d'exécution des travaux sera définie conjointement entre la commune et le gestionnaire de la voirie concernée (Agence Technique de Saint-Brieuc), après prise en compte des contraintes et spécificités locales.

La réalisation de ces travaux est envisagée pour le troisième trimestre 2022.

- Signalisation de chantier

La signalisation du chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention.

La commune a la charge de la signalisation réglementaire du chantier pendant toute sa durée. En cas d'accident de la circulation consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, le Département se réserve le droit de rechercher la responsabilité de la commune.

- Respect de la réglementation

Les travaux objet de la présente convention respectent la réglementation en vigueur ainsi que l'ensemble des normes applicables.

- Vérification de l'implantation des équipements (annexe II)

Avant toute exécution effective d'ouvrage ou de partie d'ouvrage, il est procédé à une vérification contradictoire de leur implantation. Cette vérification fait l'objet d'un procès-verbal signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Pour le Département, la personne désignée pour assurer cette mission et signer le procès-verbal est Monsieur le Chef de l'Agence Technique.

- Achèvement et conformité des travaux (annexe III)

L'achèvement et la conformité des équipements exécutés sont vérifiés et constatés contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un procès-verbal signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Pour le Département, la personne désignée pour assurer cette mission et signer le procès-verbal est Monsieur le Chef de l'Agence Technique.

#### **Article 4 – L'entretien des équipements**

L'entretien réalisé se déroulera dans le respect des guides sur la signalisation de chantier.

Les équipements décrits à l'article 2 sont exploités et entretenus par la commune et en tout état de cause de manière que la sécurité des usagers ne soit pas compromise.

#### **Article 5– Dispositions financières**

La commune supportera l'ensemble des dépenses occasionnées par la réalisation des aménagements décrits ci-dessus et les missions de maintenance et d'entretien qui lui sont confiées, y compris les consommations d'eau ou d'énergie électrique et les frais d'abonnement liés.

#### **Article 6– Modifications apportées aux aménagements ou aux matériels.**

La commune pourra procéder à toutes les modifications rendues nécessaires pour assurer la continuité des missions qui lui sont confiées.

Les modifications éventuelles envisagées par la commune devront être compatibles avec les objectifs de sécurité des usagers de la route. En conséquence, elles devront être soumises au préalable à l'avis de Monsieur le Président du Conseil Départemental et faire l'objet d'un avenant à la présente convention lorsque les nouvelles dispositions auront pour objet de



modifier sensiblement le projet initial. Elles seront ensuite de la responsabilité de la commune.

Le Département quant à lui pourra modifier à son initiative les aménagements réalisés lorsque la conservation du domaine public et l'intérêt de ses usagers le justifieront. La commune ne pourra prétendre à aucune indemnité.

#### **Article 7– Durée de la convention.**

Cette convention est conclue pour une durée de 10 ans renouvelable par tacite reconduction.

En cas d'inobservation des obligations contractuelles prévues dans la présente convention, chacune des parties se réserve le droit de la résilier avec un préavis de trois mois.

#### **Article 8 – Litiges et responsabilités.**

Les aménagements et équipements précités devront être réalisés et entretenus selon les règles de l'art et durant leur réalisation la commune sera entièrement responsable des dommages pouvant intervenir du fait des travaux.

La commune assure en lieu et place du Département, la responsabilité des dommages et nuisances causés aux tiers par la présence des aménagements et équipements précités ou par leur défaut d'entretien.

En cas de litige soulevé par les clauses de la présente convention, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Rennes.

La commune est informée, que sa responsabilité pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire du fait du non respect des obligations découlant de la présente convention.

#### **Article 9 – Enregistrement.**

La présente convention est dispensée des formalités d'enregistrement et de timbre.

Fait à Saint Briec, le .....  
En deux exemplaires originaux

**Pour le Président et par délégation,  
le Chef de l'Agence Technique  
de SAINT-BRIEUC**

**Laurent BURLOT**

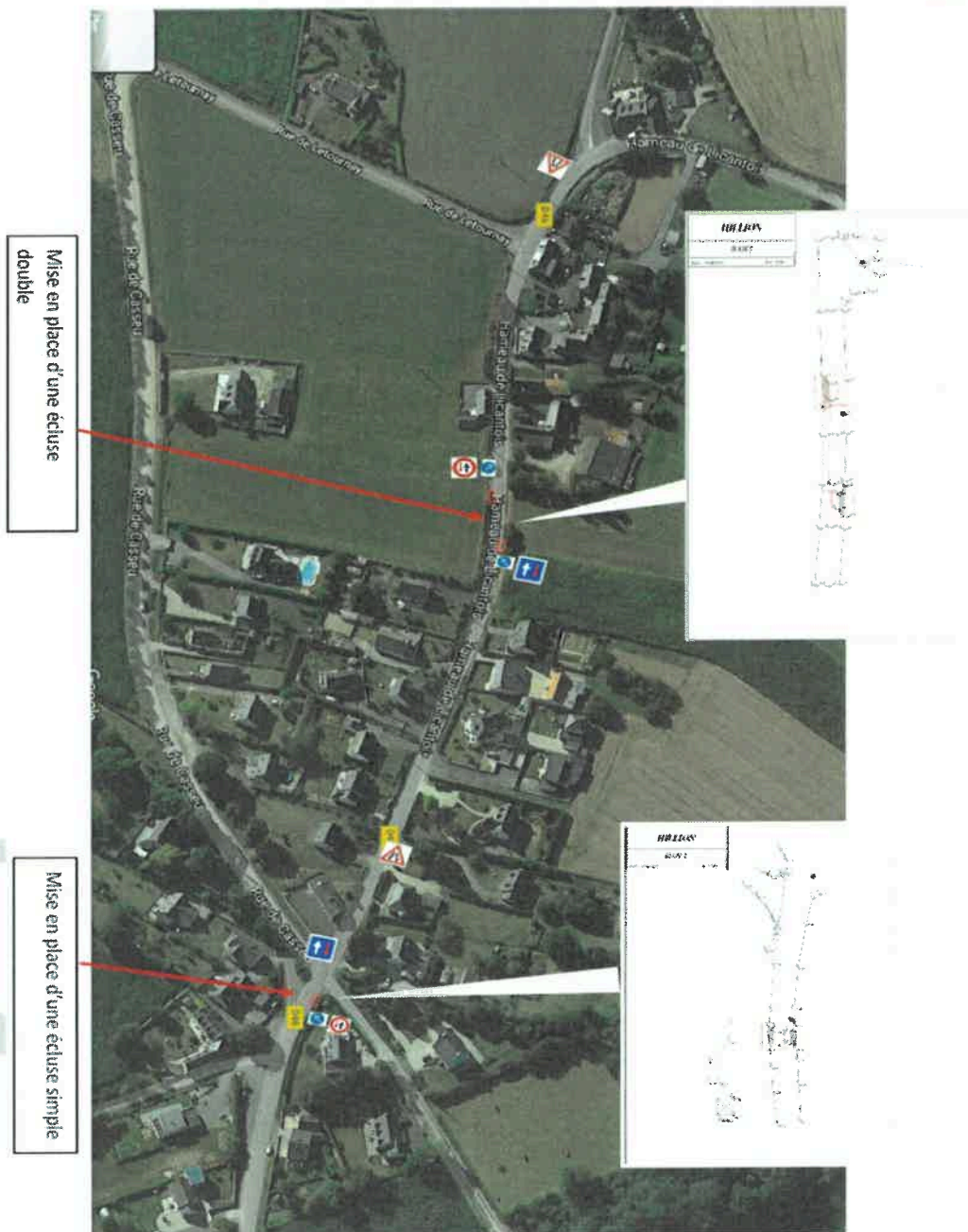
**Le Maire de HILLION**

**Mickaël COSSON**

## ANNEXE 1

### Plans et notice explicative

**COMMUNE DE HILLION**  
**Aménagement de 2 écluses à Licantois**  
**sur la Route Départementale n°46**  
**entre les PR 20+1190 et au PR 20+1485**  
**travaux situés en agglomération**



## ANNEXE II

### Constat d'implantation des équipements

**COMMUNE DE HILLION**  
**Aménagement de 2 écluses à Licantois**  
**sur la Route Départementale n°46**  
**entre les PR 20+1190 et au PR 20+1485**  
**travaux situés en agglomération**

Le ..... à ..... (Heure)

Il a été constaté que les équipements, objet de la présente convention ont été implantés conformément aux dispositions prévues à l'article 3 de la convention :

-  
-  
-

Les équipements décrits ci-dessous ont été implantés différemment par rapport aux dispositions prévues à l'article III de la présente convention et les modifications apportées ci après décrites sont autorisées par le représentant du Département :

-  
-  
-

Le Chef de l'Agence Technique  
de Saint-Brieuc

Le Représentant de la commune  
de HILLION

### ANNEXE III

#### Constat d'achèvement et de conformité des équipements

**COMMUNE DE HILLION**  
**Aménagement de 2 écluses à Licantois**  
**sur la Route Départementale n°46**  
**entre les PR 20+1190 et au PR 20+1485**  
**travaux situés en agglomération**

Le ..... à ..... (Heure)

Il a été constaté que les équipements objet de la présente convention ont été réalisés conformément aux dispositions prévues.

Les équipements décrits ci-dessous ont été réalisés avec les modifications suivantes.

Un exemplaire du D.O.E. ainsi que les procès verbaux de contrôle seront fournis et annexés à la présente.

Le Chef de l'Agence Technique  
de Saint-Brieuc

Le Représentant de la commune  
de HILLION